

# Les défis de l'Amérique latine à l'impérialisme

dimanche 30 septembre 2007, par [COCKROFT James](#) (Date de rédaction antérieure : juin 2006).

Plus de 25 ans de néolibéralisme en Amérique latine ont miné les industries locales, les petites fermes et les opportunités d'emploi de la région. Il en a résulté un génocide économique graduel qui a engendré une pauvreté humiliante pour les trois quarts des latinos américains, une mobilité sociale vers le bas pour une classe moyenne qui se rétrécit, des batailles de la dernière chance pour les secteurs syndiqués en perte de vitesse ainsi que des vagues de migrations internes et externes. Il a également provoqué une nouvelle vague de mouvements sociaux et de virages électoraux vers la gauche. Il y a bien sûr, de fortes tendances contraires, incluant des tentatives pour déstabiliser les gouvernements ; complots et mobilisations contre-révolutionnaires : plus de répression et de terrorisme paramilitaire ; un accroissement de la violence contre les femmes, les gais, les transsexuels, les minorités ethniques, la jeunesse non-conformiste, les journalistes et les groupes de défense des droits humains.

Ce qui est en jeu en Amérique latine c'est ni plus ni moins que la souveraineté nationale et le contrôle des ressources de base incluant le pétrole, le gaz, l'eau, la main-d'œuvre bon marché, les écoles, les hôpitaux, le logement, le transport, les pensions, les banques et les industries. Les mouvements sociaux contestent la privatisation de la nature, le marchandisation de la vie, le pillage imposé par la mondialisation néolibérale ainsi que le paiement impossible des dettes extérieures refilées par les dictatures.

Le changement électoral passant des néolibéraux durs aux néolibéraux « soft » est mis en évidence par l'élection de Lula au Brésil, Nestor Kirchner en Argentine, Tabaré Vasquez en Uruguay, Michelle Bachelet au Chili et même Nicanor Duarte du Paraguay qui avait initialement soutenu le MERCOSUR. Des changements électoraux similaires sont attendus au Mexique, Équateur, dans quelques petites nations des caraïbes. Les candidats promettent de ne pas implanter une politique fondamentaliste du libre marché ni le Traité de libre-échange de Amériques même si, une fois élus, ils tentent de sauver le modèle économique néolibéral moribond et, dans certains aspects, ils le renforcent. Cela est causé en partie par les décennies passées d'affaiblissement de l'État par des politiques de privatisations, les accords de libre-échange et le poids des dettes externes qui ont laissé les gouvernements vulnérables à tous les chantages des multinationales étrangères. Cela explique pourquoi les mouvements sociaux ont ciblé le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, le Traité de libre-échange des Amériques, l'OMC et les impérialismes américains et européens (les investissements de l'Espagne ont devancé ceux des USA en Amérique latine).

L'espace pour un néolibéralisme « humain » ou pour un nationalisme bourgeois est disparu. C'est pourquoi la Bolivie de Evo Morales et le Venezuela d'Hugo Chavez, qui tout en collaborant sur plusieurs sujets avec d'autres président récemment élus, rejettent leur approche néolibérale « soft » en proposant leur politique de changements révolutionnaires, basée sur l'appui de l'État aux demandes des mouvements sociaux. Morales en appelle au « *socialisme communautaire basé sur la réciprocité et la solidarité* » alors que Chavez met l'accent sur la nécessité d'internationaliser la révolution et de créer le « *socialisme du 21<sup>e</sup> siècle* » parce qu'un « *autre monde n'est pas possible dans le cadre du système capitaliste* ».

Un des éléments frappant des mouvements sociaux d'aujourd'hui est leur résistance croissante à s'intégration dans le système le nombre croissant de membres des couches pauvres et leur inventivité tactique. Les formes classiques de la structure de classe est aujourd'hui presque méconnaissable tant le néolibéralisme a détruit les programmes sociaux, tant l'utilisation de la main-d'œuvre « flexible » a détruit le salaire minimum, l'appauvrissement des masses, le chômage croissant et même les professionnels bien éduqués subissent la précarité et la surexploitation. Les lignes séparant les classes sociales sont devenues plus floues.

Pour les peuples indigènes, le néolibéralisme n'est rien de plus que le dernier épisode de 500 ans de politique génocidaire et de résistance tenace. D'une certaine façon, ils sont très au fait de certaines réalités historiques telles que la continuité colonialisme/impérialisme, la destruction écologique, la création et la perpétuation d'une dette impayable qui assure la domination des peuples ainsi que l'utilisation systématique des enlèvements, de la torture et de la violence contre les femmes.

Les femmes ont souffert le plus de la violence économique du néolibéralisme, sans mentionner l'accroissement de la violence dans la vie de tous les jours. Les protestations contre les abus croissants envers les femmes et le commerce du sexe (qui est maintenant économiquement plus important que le commerce de la drogue) sont devenues centrale, non seulement pour les mouvements féministes comme la Marche mondiale des femmes, mais pour les mouvements sociaux en général. Des exemples de femmes dirigeantes vont des *commandantas* Zapatistes aux *piqueteras* argentines (personnes sans emploi bloquant les intersections importantes) de même que les mères et les grand-mères de la Place de Mai. Particulièrement dignes de mention, sont les femmes qui ont dirigé le soulèvement national pour sauver la vie du président Chavez durant le règne de deux jours de Pedro Carmona « Pedro le bref » lors du coup d'état soutenu par les Américains le 11 avril 2002, de même que les travailleurs Boliviens, vendeurs de rue et les femmes chefs de famille d'El Alto qui ont organisé des comités de défense et de lutte.

Le rôle des paysans et petits propriétaires est devenu central en dépit d'une répression accrue. Dans la plupart des cas, cette « paysannerie » multiethnique est devenue une nouvelle force de travail bon marché, flexible et migrante. Qu'il s'agisse des cultivateurs de coca des Andes, ou des paysans du Mouvement des travailleurs sans terre du Brésil (le MST est partie prenante de Via Campesina un réseau de travailleurs paysans dans 87 pays), les masses rurales ont mobilisé jusque dans les villes. Une nouvelle vague de militantisme syndical s'est levée contre les multinationales et contre les leaders syndicaux corrompus (charros au Mexique). Des confédérations syndicales indépendantes telle que le Front authentique des travailleurs (FAT) du Mexique ainsi que des scissions dans les vieilles confédérations qui a donné le jour à l'Union nationale des travailleurs UNT du Venezuela, surgissent partout. Au Chili les Collectifs de travailleurs CCTT ont commencé à remplir le vide virtuel de syndicat laissé en place l'appareil d'état terroriste de Pinochet, appareil qui n'a pas été démantelé complètement. Également, d'importantes luttes de travailleurs s'internationalisent liant les campagnes des travailleurs de Coca-Cola au Guatemala, en Colombie et aux Indes, autant que les batailles pour la syndicalisation dans les *maquiladoras* (usine aux salaires très bas) du Mexique de l'Amérique centrale et des Caraïbes. Les travailleurs latinos américains ont occupé tant d'usines abandonnées par leurs propriétaires en les remettant en marche que le Venezuela a tenu un congrès continental des usines récupérées.

Il y a une reconnaissance grandissante parmi les peuples latinos américains de la nécessité de former des alliances et d'internationaliser leur lutte. Des exemples de ce nouvel internationalisme en plus de ceux déjà mentionnés incluent la campagne continentale contre le Traité de libre-échange dirigée par l'Alliance sociale continentale et la campagne pour la démilitarisation de L'Amérique latine commencée par les Zapatistes en 2003 au Chiapas et qui s'organise actuellement en une campagne internationale pour fermer quelque 700 bases militaires américaines dans 130 pays. « L'Autre campagne » initiée par les Zapatistes en 2006 a également une perspective

internationaliste.

L'intérêt est grandissant pour le socialisme en Amérique latine. Des sondages d'opinion au Venezuela et au Brésil démontrent que plus de la moitié des populations de ces pays est favorable au socialisme, une chose rarement entendue, dans des pays tels que le Chili ou le Mexique. Il y a un débat grandissant sur le type de socialisme qui devrait être recherché. Il existe déjà un processus pour initier ce qu'on pourrait appeler « *un, deux, trois socialismes* » en commençant par la révolution Cubaine de 1959. Comme l'a déjà dit le grand révolutionnaire péruvien José Carlos Mariategui (mort en 1930) « *l'Amérique latine ne veut pas d'une réplique du socialisme européen mais plutôt d'un socialisme basé sur sa propre réalité, dans le cas du Pérou, sur la réalité indigène* ». En cela, le socialisme à Cuba est distinctivement cubain, le Venezuela est enraciné dans les idées de Simon Bolivar, le socialisme Bolivien est basé sur les traditions indigènes tandis que la leader indigène Équatorienne Blanca Chancoso suggère un « *état plurinational, pluriculturel, que nous pourrions construire ensemble* ». Les Zapatistes (qui ne parlent pas de socialisme) se font les défenseurs d'un système où tous les pouvoirs viendraient d'en bas, comme dans leur « *junte de bon gouvernement* » au Chiapas.

Le débat met en lumière que les multiples perspectives socialistes d'Amérique latine partagent quatre caractéristiques : (1) ils sont conduits par des valeurs humaines cherchant la fin du patriarcat, du racisme, du sexisme, de l'exploitation de classe, tout comme le Ché et José Marti, ils cherchent des valeurs d'amour, de respect des autres et la justice sociale ; (2) démocratie participative débarrassée de l'autoritarisme stalinien, avec une planification décentralisée, des entreprises contrôlées par les travailleurs, et la « *politique au lieu de la politiciaillerie* » (selon les mots de Fidel Castro), le tout enraciné dans un état basé sur la participation populaire d'en bas au lieu de la partitocratie ou de « l'avant-garde » ; (3) l'internationalisme, la planification des marchés nationaux et internationaux, la défense des peuples contre le néolibéralisme et les interventions impérialistes, la mise sur pied d'une organisation internationale sans droits de veto qui ferait la promotion de la paix et des droits humains ; (4) la souveraineté des états nation, la défense des principes de non intervention, non agression, auto détermination, incluant le droit de former de nouveaux états liant plusieurs peuples (tels que la Bolivie et le Venezuela) ainsi que les états aspirant à une véritable « indépendance nationale » à travers une unification en un État Latino-américain ou Confédération d'États comme dans « Notre Amérique » de José Marti et la « Grande Patrie » de Bolivar.

Seront critiques pour le futur de l'humanité et de la planète, la vitesse à laquelle se déroulera la transition hors du capitalisme néolibéral et la fréquence de ces ruptures avec le capitalisme. Ultimement, on ne pourra sauver l'humanité sans répandre rapidement la pratique de l'internationalisme, qui connaît un regain de vie avec les récents développements en Amérique Latine et le mouvement alter-mondialiste. L'internationalisme est un processus de solidarité et d'échange d'expériences, apprenant les uns des autres. Le peuple, dans ce que Marti appelait « *le ventre de la bête* », les Etats-Unis, a une chance de faire une différence qualitative.

Tout dépendra de la profondeur de l'unité et de l'internationalisme qui seront bâtis entre les mouvements sociaux et entre les différents gouvernements, face aux pressions accrues de l'impérialisme. Les débats autour des socialismes latins américains jusque parmi les partisans de « l'Autre Campagne » des Zapatistes sont basés sur le principe de fonder des états de « pouvoir populaire » écologiquement responsables ou le peuple « *ceux d'en bas* » pour les Zapatistes, seront, selon les mots de la nouvelle constitution du Venezuela les « *protagonistes* ». Tous sont d'accord sur le but tant recherché : la libération de l'humanité, la célébration de la vie et de sauver la planète.

---

**P.-S.**

\* Jim D. Cockcroft a écrit plus de 30 ouvrages sur l'Amérique latine, il enseigne à l'université de l'État de New-York par Internet et vit à Montréal.